

GAZA, UN GÉNOCIDE SOUS NOS YEUX

Depuis dimanche, l'armée israélienne mène de nouveau une invasion terrestre de grande ampleur dans la bande de Gaza, après des bombardements qui ont fait des centaines de morts. Invité le 16 mai à la télévision israélienne, Zvi Sukkot, député israélien suprémaciste d'extrême droite, a tranquillement déclaré : « Hier soir, près de 100 Gazaouis ont été tués. Et ça n'intéresse personne. Tout le monde s'est habitué à ce que l'on puisse tuer 100 Gazaouis en une nuit, en temps de guerre, et tout le monde s'en fiche. » Et deux membres du gouvernement, le ministre de la Sécurité intérieure et celui du Patrimoine, ont évoqué ouvertement la possibilité de bombarder les réserves alimentaires de Gaza.

Partir ou mourir

Depuis le blocus total de l'aide humanitaire décrété début mars, puis la rupture de la trêve par Israël le 18 mars, les Gazaouis sont à nouveau écrasés sous les bombes et affamés. Rien n'entre à Gaza, ni nourriture, ni eau potable, ni médicaments. Ceux qui survivent aux bombardements sont en proie à la famine et n'arrivent plus à nourrir des enfants n'ayant plus que la peau sur les os. Les hôpitaux, les camps de réfugiés et les organisations humanitaires sont systématiquement bombardés.

Les deux millions d'habitants de cette étroite bande de 365 km² sont affaiblis et désorientés, renvoyés du Sud vers le Nord, puis du Nord vers le Sud, alors qu'aucune zone n'est sûre. On leur fait comprendre qu'ils n'ont que deux possibilités : partir de Gaza, ou mourir. Les autorités israéliennes ont en effet annoncé leur nouveau plan d'action militaire, la conquête, puis la destruction totale de la bande de Gaza.

Face à l'apologie de génocide, la complicité des grandes puissances

Alors que les dirigeants israéliens assument fièrement leur politique génocidaire, les puissances impérialistes continuent à apporter tout leur soutien à l'État d'Israël. Trump, après avoir lancé l'idée d'une prise de contrôle de la bande de Gaza par les États-Unis pour en faire la « Riviera du Moyen-Orient » dont les Palestiniens seraient chassés, a laissé carte blanche au gouvernement israélien dans la privation totale d'aide humanitaire pour les civils. En tournée dans les pétromonarchies du Golfe, sa priorité a été de récolter 3 500 milliards de dollars de contrats pour les entreprises américaines.

Quant à Macron, interrogé lors de son show sur TF1 le 13 mai, il a estimé que ce serait aux historiens de décider s'il s'agissait ou non d'un génocide. Et si le gouvernement français en est complice, peut-on ajouter ! En attendant, la France continue à livrer des armes à Israël. Et le gouvernement français ne trouve rien de plus urgent que de préparer la dissolution d'Urgence Palestine, un des collectifs de soutien qui dénonce dans la rue le massacre des Palestiniens. Cette dissolution est inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres. Tout un symbole.

Continuons à manifester contre le massacre en cours à Gaza !

Alors que plus de 53 000 personnes, dont près de 15 000 enfants, ont déjà été tués à Gaza, que les bombardements s'intensifient et que la famine extermine les survivants, il faut continuer à manifester pour dénoncer ce génocide et exiger l'arrêt du soutien à l'État israélien. Le week-end dernier, triste anniversaire des 77 ans de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948, des manifestations ont eu lieu à travers le monde. À Paris, plusieurs milliers de personnes ont défilé ce samedi 17 mai. Aux Pays-Bas à La Haye, 100 000 manifestants se sont retrouvés. L'ONU comme la Cour pénale internationale affichent chaque jour l'impuissance de leurs condamnations.

LA SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DU MONDE ENTIER EST LA SEULE FORCE INTERNATIONALE DE SOUTIEN AUX PALESTINIENS POUR EXIGER L'ARRÊT DES MASSACRES ET AFFIRMER LEUR DROIT À LA VIE, SUR LA TERRE QUI EST LA LEUR.

L'égalité face aux soins est un mythe

Selon un rapport de Claire Hédon, Défenseure des droits, les femmes, les personnes d'origine étrangère, en situation de handicap ou en grande précarité subissent des discriminations dans l'accès aux soins : douleurs minimisées, refus de prise en charge ou actes non consentis. Officiellement, le refus de soins n'est autorisé que dans des cas bien précis (compétences, surcharge, violences). Mais sur le terrain, les écarts sont nombreux. Le rapport pointe aussi le « syndrome méditerranéen », préjugé raciste qui conduit à sous-estimer les douleurs des patients nord-africains ou noirs. Avec parfois des drames à la clé. Et en tête de cortège : les femmes, toujours en 1ère ligne du mépris.

Les marchands d'armes se portent de mieux en mieux

Depuis le 1^{er} janvier, les 40 principales actions de la Bourse de Paris, qui servent de base à l'indice du CAC40, ont progressé de 4,9 %, nettement plus que l'inflation... et que les salaires. Arrive en tête le groupe Thales, spécialisé dans les systèmes électroniques pour l'armement, qui a vu son action faire un bond de... 77,6 %. Le second du classement, Dassault, s'est contenté d'une modeste hausse de 54,2 % sur un an. Grâce aux guerres en cours en Ukraine, au Moyen-Orient, à la frontière indo-pakistanaise ou ailleurs, la France continue d'être le second exportateur mondial d'armes derrière les États-Unis. Cocorico !

L'impôt, c'est pour les pauvres

Rodolphe Saadé, le propriétaire et PDG de CMA CGM, troisième armateur mondial, basé à Marseille, a été auditionné par la commission sénatoriale sur les aides publiques aux entreprises. Il a notamment été interrogé sur « la taxe au tonnage », un avantage fiscal dont bénéficient les compagnies d'armement maritimes et qui coûte chaque année à l'État entre 5 et 6 milliards d'euros. Il a volontiers convenu que cette taxe a permis à son groupe de dégager des marges importantes et de prendre des participations dans des entreprises comme Air France-KLM et Pathé. En un mot, l'État casque et les patrons encaissent.

Pénurie de personnel aux urgences de la Côte fleurie

Les urgences du CH de la Côte fleurie ont dû fermer la nuit du vendredi 9 au samedi 10 mai, ainsi que toute le dimanche 11 mai. D'après un communiqué du CHU Caen Normandie, serait en cause « une indisponibilité temporaire d'effectifs médicaux ». La direction ne manque pas d'air à avouer elle-même ce qu'elle ne fait pas : recruter des effectifs suffisants pour assurer la continuité des services ! Toujours est-il que ce sont les patients et touristes du week-end qui en ont fait les frais.

Labos du CHU : la direction négocie au rabais

La direction est rentrée en négociation depuis presque deux semaines avec les représentant·es du personnel des labos, mais ne semble pas proposer de solution à la hauteur des revendications de nos collègues en lutte pour leur salaire et leurs conditions de travail. Le mouvement est en pause depuis le début des négociations, peut-être faudra-t-il remettre la pression sur la direction pour obtenir satisfaction, et d'autres services auraient tout intérêt à rejoindre le mouvement pour défendre leurs conditions de travail.

Mobilisation des taxis

Lundi 19 mai, les chauffeurs de taxi étaient mobilisés à Caen, comme partout dans le pays, contre la nouvelle convention qui encadre les transports sanitaires. Les taxis conventionnés assurent le transport des patients, puis sont remboursés par la Sécurité sociale. La nouvelle convention va réduire ce remboursement, en ne rémunérant plus les retours à vide, ni les temps d'attente. Cette nouvelle règle impacte notamment les zones rurales, où les taxis ont peu de chance d'éviter un retour à vide (perte de revenu de 25 à 30 % selon les organisations professionnelles), voire l'abandon de l'activité dans certains cas. Comme d'habitude, l'État cherche les économies sur le dos des services utiles à la population. Il n'en reste pas moins que le service de transport sanitaire devrait être public, car, aujourd'hui en partie privé, il participe surtout à l'enrichissement des compagnies de taxis, pas aux petits taxis individuels.

Une info à faire passer ? Ce bulletin peut te servir à partager ces informations aux collègues du CHU.

Envoie-nous un mail ou un mp sur insta : [✉ npacaen@npa-revolutionnaires.org](mailto:npacaen@npa-revolutionnaires.org)

[📷 npa_revo_caen](https://www.instagram.com/npa_revo_caen)